

Pacte Mondial

Communication sur le progrès de Natixis - année 2009

Membre du Pacte Mondial des Nations Unies depuis juillet 2007, Natixis s'est engagé à soutenir et appliquer ses principes fondamentaux, dans les domaines des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement, et de lutte contre la corruption.

Des actions menées depuis 2005 dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale de Natixis ont commencé à donner des résultats qui participent à l'application de ces principes. Ce document résume les progrès réalisés notamment dans les domaines du respect de l'environnement et des normes de travail.

Laurent Mignon, Directeur Général de Natixis, a confirmé en juillet 2009 l'adhésion de Natixis au Pacte Mondial, et sa volonté d'intégrer ces principes aux valeurs qui orientent la stratégie de la banque et ses pratiques opérationnelles.

Les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies :

Droits de l'homme

1. Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme
2. Veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme

Normes du travail

3. Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective
4. Eliminer toutes formes de travail forcé ou obligatoire
5. Abolir de manière effective le travail des enfants
6. Eliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession

Environnement

7. Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement
8. Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
9. Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Lutte contre la corruption

10. Agir contre la corruption sous toutes ses formes

Actions et communication sur le progrès de Natixis pour 2009

Droits de l'homme

Natixis, à travers sa direction Achats, associe ses fournisseurs au respect des principes du Global Compact. Les différents documents établis par la direction Achats (appels d'offre, charte développement durable fournisseur, contrats) incluent des clauses relatives au respect des droits de l'homme.

Normes du travail

Chez Natixis, la liberté d'association et le droit à la négociation collective sont reconnus. La liberté d'opinion est inscrite dans la convention collective des banques à laquelle est soumise Natixis.

L'année 2008 a été marquée par un dialogue social soutenu au travers de nombreuses réunions avec les instances représentatives du personnel et les organisations syndicales. Toutes les évolutions des organisations au sein de Natixis SA ont fait l'objet de consultation des Instances Représentatives du Personnel compétentes.

La non discrimination et le principe d'égalité professionnelle sont inscrits dans la convention collective des banques, et Natixis est attentif à la richesse apportée par des collaborateurs d'âges, de cultures et d'expériences différents, sans distinction de catégorie (hommes ou femmes, juniors ou seniors, personnes handicapées ou valides, minorités ethniques...).

S'agissant de la place des femmes, elles représentent 45,5 % de l'effectif de la société mère. Leur proportion dans la catégorie des cadres est de 36,9 % en 2008. Le pourcentage des promotions concernant les femmes devrait améliorer la situation (54,8 % en 2007, 58,1 % en 2008). Dans l'ensemble du Groupe en France, la proportion des femmes dans la catégorie cadres est passée de 40,5 % au 31/12/07 à 40,9 % au 31/12/08 et la proportion des femmes dans les promotions est passée de 59,7 % au 31/12/07 à 63,8 % au 31/12/08.

Depuis 2005, Natixis a également mis en place des actions à destination des personnes handicapées. Natixis société mère compte ainsi 69 travailleurs handicapés en 2008 soit 12 de plus que l'année précédente. Pour les salariés handicapés en poste, des aménagements de postes ont continué à être développés avec le conseil et l'assistance d'ergonomes.

Par ailleurs la mission handicap développe ses actions de sensibilisation : Au sein de l'entreprise, 65 personnes ont participé en 2008 aux six sessions de sensibilisation au handicap : "*Handicap, changeons notre regard*". Depuis leur lancement, ces sessions ont ainsi concerné environ 120 participants. Ces sessions vont se poursuivre en 2009 et seront accessibles aux nouveaux collaborateurs RH ainsi qu'à tous les collaborateurs du groupe Natixis.

Concernant l'application de ces principes par nos fournisseurs et sous-traitants, les différents documents établis par la Direction achats incluent des clauses relatives au respect des conventions de l'Organisation internationale du travail sur l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants l'élimination de la discrimination.

Environnement

La prise en compte de l'impact environnemental de Natixis est tout d'abord intégré dans son cœur de métier : les financements et les investissements.

Pour les financements de projets réalisés par Natixis, une annexe environnementale a été mise en place depuis 2005 pour mesurer l'exposition de la banque aux risques sociaux et environnementaux liés aux grands projets.

Natixis figure parmi les leaders sur le financement des énergies renouvelables, au travers de ses métiers de crédit bail, de financement de projets ou de gestion de fonds d'investissement spécialisés

- Natixis Lease, à travers notamment sa filiale Energeco, a ainsi participé en 2008 au financement de 15 fermes éoliennes, 5 centrales solaires photovoltaïques et une centrale de biogaz de méthanisation
- Natixis, par le biais de son département Financement de projets, financé 9 opérations d'énergies renouvelables en 2008 (5 dans le secteur éolien et 4 dans le secteur du solaire), localisés en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. À ce jour plus de 55 projets ont été financés totalisant 6 745 MW de capacités installées.
- Natixis Environnement & Infrastructures, filiale de Natixis, gère 960 millions d'euros au travers de 6 fonds d'investissement dédiés à l'environnement et aux infrastructures durables : 2 fonds FIDEME, le fonds European Carbon Fund (ECF), et depuis 2007 EUROFIDEME 2 et le fonds European Kyoto Fund dans lesquels Natixis est engagé comme investisseur de référence.

Fin 2008, ECF avait réalisé 24 investissements dans des projets primaires, contribuant à un total de réduction de 60 millions de tonnes de CO₂ portées par l'ECF dans des pays d'Amérique Latine, d'Afrique du Nord et d'Asie.

Enfin Natixis Asset Management (filiale de gestion d'actif de Natixis) figure pour sa part parmi les leaders sur le marché ISR en France, avec une sélection des valeurs sur des critères sociaux et environnementaux.

Natixis a également mis en place un certain nombre d'actions qui permettent de maîtriser son impact direct sur l'environnement :

- **Une gestion technique optimisée des bâtiments et la sensibilisation des collaborateurs aux « Gestes verts »** (site intranet dédié, communications interne régulières) ont permis une baisse progressive des consommations d'eau, d'énergie et de papier entre 2007 et 2008 :
 - baisse de 7,2 % des consommations de papier
 - baisse de 12 % des consommations d'eau
 - baisse de 7 % des consommations d'énergies dans les immeubles « centraux »

La conception HQE des nouveaux bâtiments et le processus de **Certification ISO 14001** des activités d'exploitation et de maintenance des immeubles sont d'autres exemples de cette démarche.

- **L'organisation du tri des déchets**, initiée depuis plusieurs années chez Natixis et ses filiales, est maintenant en phase de maturité, avec des résultats tangibles sur les différentes filières : papier, piles, cartouches, matériel informatique et bureautique, téléphones.

Evolution du tri des déchets entre 2007 et 2008

Déchets	Quantité 2007	Quantité 2008	Evolution	Traitement
Papier, enveloppes et cartons	1169 T	1 603 T	+ 37%	Poubelles de tri sélectif dans les bureaux, avec une récupération du papier destiné à être recyclé. Les enveloppes utilisées par Natixis sont recyclables et labellisées NF environnement.
Piles	806 Kg	1040 Kg	+ 29%	Point de collecte dans les différents halls d'accueil. Collecte, transport et traitement par un prestataire extérieur agréé conformément à la réglementation.
Déchets électriques et électroniques	39,7 T (sans compter les téléphones portables)	31,7 T (sans compter les téléphones portables*)	- 20 %**	Depuis le dernier trimestre 2007, les DEEE sont collectés et traités par un prestataire spécialisé, en vue de leur traitement ou de leur valorisation matière conforme à la réglementation environnementale en vigueur.

* Le traitement des téléphones portables professionnels usagés est pris en charge par les Ateliers du Bocage, association affiliée au réseau Emmaüs. Le matériel en état de fonctionnement est mis en vente dans les boutiques Emmaüs ou en ligne.

** La gestion des postes de travail comporte de nombreux enjeux environnementaux, tant en termes d'achats que d'utilisation ou de gestion de fin de vie. Le bilan carbone de Natixis avait estimé à 40 % la part de l'informatique dans les émissions de gaz à effet de serre de la banque. C'est pourquoi Natixis a modifié le rythme de renouvellement des PC fixes et portables, qui est passé de 3 ans à 4 ans depuis 2008 (soit 20 % de renouvellement annuel).

- **La mise en place d'un plan de déplacement entreprise** depuis 2007 permet d'offrir des alternatives à l'usage de la voiture individuelle : promotions des transports en communs, navettes intersites, parking à vélos, choix de véhicules hybrides pour la flotte d'entreprise, système de covoiturage.

A titre d'exemple, un an après son lancement, le système de covoiturage donne les résultats suivants :

- 1 050 inscriptions réparties sur l'ensemble du territoire francilien,
- 210 annonces déposées depuis la mise en place du programme,
- 23 sites de Natixis représentés.

- **Depuis 2005 un travail réalisé avec l'ADEME a permis l'intégration de critères environnementaux** dans le cadre des appels d'offre de Natixis, et oblige les fournisseurs au respect des obligations légales et réglementaires en matière d'environnement.

Lutte contre la corruption

Natixis met en place les mesures suivantes pour lutter contre la corruption dans le cadre de ses opérations :

- formation du personnel impliqué,
- communication,
- due diligence renforcées pour les clients à risques, tant au moment de l'entrée en relation qu'au fil des relations.

Des audits permanents et périodiques sont en place au sein du groupe pour contrôler le suivi et le reporting des activités et opérations à risques, notamment celles qui sont susceptibles de comporter un risque de corruption.